

## Non au « gaz des champs »

De mémoire d'Ardéchois, on n'avait pas vu un tel rassemblement « sauf peut-être lors du passage du Tour de France, mais je ne sais plus quelle année... », sourit un grand gaillard porteur d'une pancarte où s'aligne en lettres noires un « gaz-toi pôv con... » très explicite. Hier, à Villeneuve-de-Berg, l'appel à manifester du collectif 07 contre les gaz de schiste a propulsé cette petite commune proche d'Aubenas sur le devant d'une contestation « citoyenne » qui ne fait que grandir dans toute la France. Le maire du bourg, Claude Pradal est épaté : « Plus de 15000 personnes pour rejeter ce truc, ça fera date dans la vallée », dit-il. Autour de lui, une copieuse floraison d'écharpes tricolores traduit la très nette opposition des élus du secteur, toutes tendances politiques confondues, au permis d'exploration accordé ici par le préfet à la société américaine Schuepbach Energy associée à GDF Suez.



Plus de 10000 personnes ont exprimé leur refus du gaz de schiste

Le maire est rouge de colère : « ils nous ont carrément mis devant le fait accompli alors que ce projet accumule les risques, notamment sur la qualité de l'eau qui est très précieuse chez nous », ajoute-t-il, « si on les laisse faire, les conséquences seront lourdes. Imaginez qu'ils veulent engager le chantier des premiers forages à l'automne 2011 ! ». Claude Pradal cite le ministre de l'Industrie Eric Besson et sa volonté de revoir le code minier pour faciliter « l'exploitation » des hydrocarbures non-conventionnels. Au baromètre de l'hostilité populaire, Besson partage le pompon avec Jean-Louis Borloo : l'ex-ministre de l'Écologie paie ainsi son feu vert « en catimini » à la technologie de la fracturation hydraulique accusée de tous les maux.

### A Doux le 5 mars

Dans la foule bon enfant, les affiches aux slogans acides voisinent avec des manifestants vêtus de masques à gaz et de tenues antiradiation. On croise des délégations de la Confédération paysanne, des militants du NPA d'Olivier Besancenot, du PS, du PC... beaucoup de forces de gauche. « La politique n'a rien à faire ici », grogne Bertrand, son gamin de cinq ans juché sur ses larges épaules. « C'est au peuple de s'exprimer. J'ai vu le film Gasland sur Internet, je ne veux pas que mes gosses subissent la même galère sans réagir ». Bertrand s'est inscrit à un collectif dans la Drôme. De telles initiatives, on en compte désormais plus d'une centaine, surtout réparties dans le Languedoc-Roussillon, le Bassin parisien et bien sûr le Larzac. La bouffarde au bec, José Bové boit du petit lait. « C'est un succès et une sacrée claque adressée au gouvernement », lance-t-il, « j'espère que la mobilisation sera aussi forte samedi prochain à Doux, en Seine-et-Marne ». Le matin même, à Saint-Marcel-lès-Valence, le noyau dur des collectifs s'était réuni en « coordination pour l'abrogation des permis de recherche », l'eurodéputé Europe Ecologie tenant la baguette. « Il faut agir vite, à Doux, un convoi de 80 camions a été programmé pour planter le premier derrick. On va installer un camp citoyen sur place dès la semaine prochaine ».

### La surprise québécoise

Près de Valence, la réunion de la coordination a mis au point sa stratégie, bâtie, entre autres, sur la création d'un réseau de sentinelles « pour alerter » ou le lancement « d'actions juridiques. Présente, l'avocate eurodéputée ex-Modem Corinne Lepage annonce « le dépôt d'un recours contre l'ordonnance de réforme du code minier devant le Conseil d'État ». D'autres préfèrent la manière forte. « Il faut bloquer les camions partout dès qu'ils se pointent », martèle Emeric de Vallon, du collectif du Lot. Pierre Battelier a fait le long voyage depuis le Québec pour évoquer la situation dans la Belle province : « on a eu la même surprise que vous quand on a appris que 85% du territoire avait été acheté 10 centimes de dollars l'ha par les industriels. Méfiez-vous ! c'est juridiquement très difficile de contester les forages après coup », prévient-il. « Chez nous, 77% de la population n'en veut pas, mais le gouvernement s'en moque. Il veut son indépendance énergétique, comme les États-Unis ou la Pologne... Le combat sera rude et les collectifs le savent, mais hier à Valence puis dans l'Ardèche, ils ont prouvé que leur détermination « contre le gaz des champs » ne sera pas sans lendemain.

Patrice COSTA